**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE HATTSTATT DE LA SEANCE
DU LUNDI 15 MAI 2023**

Le lundi quinze mai deux mille vingt-trois, à dix-neuf heures, sur convocation du Maire du 5 mai 2023, le conseil municipal de la Commune de Hattstatt s'est réuni à la salle de séances de la Mairie, sous la présidence de Monsieur Pascal DI STEFANO, Maire.

Nombre de membres en exercice : 14

Nombre de membres présents : 12

MMES. Marie-José FURSTENBERGER, Isabelle MANTEAUX, Martine ZOLLER-LOISON, Corinne KAUFFMANN, Marie LESAGE, Solange CARRET

MM. Pascal DI STEFANO, Jean-Marc MEYER, Jean KNAUS, Claude SOURICE, Philippe HERQUE, Stéphane SALCH

Nombre de membres absents excusés : 1
Stéphane OLIVIER

Nombre de membres absents excusés ayant donné procuration : 1
Tristan TRAWALTER qui a donné procuration à Pascal DI STEFANO

Nombre de membres absents non excusés : 0

Assiste à la séance :

Mme Manon JACOB, secrétaire de mairie

Monsieur DI STEFANO ouvre la séance à 19 heures 00 et salue bien cordialement les membres présents.

ORDRE DU JOUR

- 1°) Désignation du secrétaire de séance
- 2°) Approbation du procès-verbal de la séance du 3 avril 2023
- 3°) Compte-rendu des commissions communales
- 4°) Compte-rendu des représentations extérieures
- 5°) Renouvellement des baux de chasse communaux pour la période 2024-2033 : décision relative à l'affectation du produit de la chasse
- 6°) Chasses communales – Désignation des membres de la Commission Consultative Communale de la Chasse et de la commission de dévolution
- 7°) Décision modificative n°1 – Budget assainissement
- 8°) Convention de mise à disposition de personnel communal à l'Association foncière
- 9°) Référentiel M57 – Application de la fongibilité des crédits
- 10°) Réhabilitation de la Mairie – Validation de l'avant-projet
- 11°) Désignation d'un délégué à l'office de tourisme intercommunal
- 12°) Divers

POINT N°1 : DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

Monsieur DI STEFANO rappelle que l'article L 2541-6 du Code Général des Collectivités Territoriales applicable aux communes des départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, stipule que lors de chacune des séances, le conseil municipal désigne son secrétaire.

Conformément aux pratiques antérieures et afin de faciliter la rédaction des comptes-rendus de séances, il est proposé d'affecter à cette tâche la secrétaire de mairie, Madame Manon JACOB.

Après délibération, le Conseil Municipal adopte à l'unanimité cette proposition.

POINT N°2 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 3 AVRIL 2023

Monsieur DI STEFANO rappelle que le procès-verbal de la séance du 3 avril 2023 a été transmis à tous les membres.

Aucune observation n'est formulée.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération et à l'unanimité, approuve le procès-verbal de la séance du 3 avril 2023.

POINT N°3 : COMPTE-RENDU DES COMMISSIONS COMMUNALES

- **Commission de l'Urbanisme du 24/04/2023**

Mme Corinne KAUFFMANN présente le compte-rendu de la commission :

- PC 23 B 0004 – SCI Le Vignoble – Mme Delphine ZOGGIA / Zone d'Activités Espace Vignoble – Construction d'un pôle de santé ; Avis favorable
- DP 23 B 0009 – M. VALGUEBLASSE Jean-Pierre / 3 rue des Noyers – Pose d'une clôture et d'un portail ; Avis favorable (sous réserve avis ABF)
- DP 23 B 0010 – Mme MARCILLAT Mathilde / 27B rue des Seigneurs – Création d'un mur de soutènement + mur enrochement ; Avis favorable (sous réserve avis ABF)
- DP 23 B 0011 – M. HEINIMANN Jean-Marie / 31 rue de la Croix – Construction d'une véranda sur terrasse existante ; Avis favorable (sous réserve avis ABF)
- DP 23 B 0012 – M. HERQUE Philippe / 5 rue des Noyers – Installation d'une pergola sur terrasse existante ; Avis favorable (sous réserve avis ABF)

Le conseil municipal prend acte du compte-rendu de cette commission.

POINT N°4 : COMPTE-RENDU DES REPRESENTATIONS EXTERIEURES

- **Réunion du SIEPI du 22/04/2023**

Cette réunion avait pour but la visite des différentes installations du Syndicat (station d'épuration, pompage..)

- Syndicat mixte des employeurs forestiers de Colmar, Rouffach et environs – Comité syndical du 2 mai 2023

M. Jean-Marc MEYER fait le compte rendu de la réunion. Suite à la démission du Président, l'élection d'un nouveau Président était inscrite à l'ordre du jour. Mme EBEL a été élue Présidente du syndicat.

Cette séance a également permis le vote du budget. Le budget est stable. La participation de Hattstatt s'élève à 1875 € pour 2023.

L'ONF a fait état de nombreux dégâts de chevreuils et cerfs. Ils sont à la recherche d'un bûcheron.

- Assemblée générale SPA du 22 avril 2023

Mme Marie-José FURSTENBERGER explique de l'association est toujours en recherche de dons et de bénévoles suite à l'accueil croissant d'animaux.

- Comité syndical de la Brigade verte du 12 avril 2023

Mme Marie-José FURSTENBERGER fait le compte rendu de cette séance lors de laquelle le budget a été voté. Le nombre de communes adhérentes augmente.

POINT N°5 : RENOUVELLEMENT DES BAUX DE CHASSE COMMUNAUX POUR LA PERIODE 2024-2033 : DECISION RELATIVE A L'AFFECTATION DU PRODUIT DE LA CHASSE

Monsieur le Maire expose au conseil municipal que les lots de chasse communaux seront reloués en février 2024 pour une période de 9 ans. D'emblée, il convient de rappeler que le produit des baux de chasse appartient aux propriétaires fonciers. Le droit de chasse est, en effet, un attribut du droit de propriété qui, dans le cadre de la législation locale, est administré par les communes au nom et pour le compte des propriétaires, ainsi que l'énonce l'article L 429-2 du Code de l'Environnement.

Conformément à l'article L 429-11 du Code de l'Environnement, le produit de la location de la chasse est à payer à la commune. La commune est donc débitrice envers les propriétaires fonciers du produit du fermage. C'est ainsi que l'article L 429-12 précise bien que la répartition du produit de la location entre les différents propriétaires aura lieu proportionnellement à la contenance cadastrale des fonds et des espaces. La répartition de l'argent de chasse entre les propriétaires fonciers est donc la règle primaire inscrite dans la loi locale de la chasse. Cette règle comporte toutefois deux sortes de dérogation.

1) Abandon du produit de la chasse à la commune :

En effet, il ressort de l'article L 429-13 du Code de l'Environnement que le produit de la location de la chasse du territoire communal sera abandonné à la commune lorsqu'il en aura été décidé ainsi par les deux tiers au moins des intéressés, possesseurs des deux tiers au moins des fonds et des espaces situés sur ce territoire.

Dans ces conditions, le produit de la location doit être inscrit en recettes au budget communal. La commune pourra utiliser les fonds dans l'intérêt des propriétaires.

2) Couverture des cotisations d'assurance accidents :

La loi du 5 août 1912 prévoit l'affectation prioritaire par les communes du produit de la chasse à la couverture des cotisations d'assurance accidents agricole, elle stipule que « le montant total des cotisations fixé par la commune et, en tant qu'il n'est pas couvert par le produit des baux de chasse, réparti proportionnellement au revenu net de l'impôt foncier sur tous les redevables de l'impôt foncier de la commune ».

Ce sont les deux seules dérogations existantes au principe de la répartition entre les propriétaires fonciers.

Monsieur le Maire rappelle que depuis 1987 le produit de la chasse est réparti entre les propriétaires fonciers, il propose de reconduire cette solution pour la prochaine période de relocation.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, à l'unanimité,

- DECIDE de répartir le produit de la location de la chasse entre les propriétaires fonciers pour la nouvelle période allant du 2 février 2024 au 1^{er} février 2033.

POINT N°6 : CHASSES COMMUNALES – DESIGNATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION CONSULTATIVE COMMUNALE DE LA CHASSE ET DE LA COMMISSION DE DEVOLUTION

Monsieur le Maire expose qu'il convient de désigner les trois nouveaux membres du conseil municipal qui siégeront à la commission communale consultative de la chasse. Il rappelle que le Maire est président de cette commission.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, désigne à l'unanimité, les membres ci-après :

**Mme Marie-Josée FURSTENBERGER
MM. Jean-Marc MEYER**

De plus, en cas d'adjudication ou d'appel d'offres, la commission communale de dévolution attribue le droit de chasse sur les lots communaux dans les conditions fixées par le cahier des charges.

Cette commission présidée par le Maire ou de son représentant, se compose d'une commission déléguée du Conseil Municipal (3 membres titulaires et 3 membres suppléants), du Trésorier de la commune et du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations ou de son représentant. Elle est désignée dans les mêmes conditions que la commission de dévolution des marchés publics.

Le Conseil Municipal procède au vote de ces membres.

Après vote, la Commission Communale de Dévolution s'établit comme suit :

MEMBRES TITULAIRES :

**- Marie-José FURSTENBERGER
- Jean-Marc MEYER
- Jean KNAUS**

MEMBRES SUPPLEANTS

**- Martine ZOLLER-LOISON
- Philippe HERQUE
- Stéphane SALCH**

M. Pascal DI STEFANO,

Président

Le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations et le Trésorier de la commune peuvent être invités à titre consultatif.

POINT N°7 : DECISION MODIFICATIVE N°1 - BUDGET ASSAINISSEMENT

Monsieur le Maire expose que lors du vote du budget assainissement, les dépenses imprévues en section d'investissement (compte 020) ont été prévues pour un montant de 20 000 €. Or, les crédits ouverts au titre des dépenses imprévues ne peuvent dépasser 7,5 % des dépenses réelles de la section, soit en l'espèce 16 695,19 €. Il a donc lieu de régulariser la situation par une décision modificative.

Pour ce faire, il propose d'effectuer le virement de crédits ci-dessous :

INVESTISSEMENT		
Articles	Augmentation de crédits	Diminution de crédits
020 – Dépenses imprévues		- 3 400 €
2315 – Immos en cours Inst. Techniques	+ 3 400 €	
TOTAL	+ 3 400 €	- 3 400 €

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, et à l'unanimité,

- approuve la décision modificative n°1 au budget assainissement 2023 telle qu'exposée ci-dessus.

POINT N°8 : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL COMMUNAL A L'ASSOCIATION FONCIERE

Conformément à l'article 1 du décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif à la mise à disposition, l'organe délibérant est informé préalablement de la mise à disposition d'un agent faisant partie de ses effectifs.

M. le Maire précise que depuis 2022, les déclarations sociales nominatives (DSN) doivent être dématérialisées. L'Association foncière ne disposant pas du logiciel requis, cette démarche sera faite par la commune qui versera l'indemnité au fonctionnaire et se fera intégralement rembourser par l'Association foncière. La mise à disposition et le remboursement sont encadrés par une convention en pièce jointe. L'agent mis à disposition effectuera le secrétariat de l'Association foncière.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération et à l'unanimité,

- AUTORISE M. le Maire à signer la convention de mise à disposition entre la commune et l'Association foncière et à prendre toute disposition pour sa mise en œuvre.**

POINT N°9 : REFERENTIEL M57 – APPLICATION DE LA FONGIBILITE DES CREDITS

Le référentiel budgétaire et comptable M57 introduit dans ses dispositions la possibilité pour le Conseil municipal de déléguer au Maire la faculté de procéder à des mouvements de crédits

de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel. Cette fongibilité des crédits est autorisée dans la limite maximale, fixée à l'occasion du vote du budget, de 7,5 % des dépenses réelles de chaque section.

Lorsque l'autorisation est donnée, le Maire rend compte de ces mouvements de crédits auprès de l'assemblée délibérante lors de sa plus proche séance.

Il est proposé d'adopter cette disposition de souplesse budgétaire, qui permettra de réaliser des opérations de virement de crédits budgétaires entre chapitres avec rapidité, dans la limite de 7,5 % du montant des dépenses réelles de chacune des sections.

VU l'article L 5217-10-6 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU les instructions budgétaires et comptables de la nomenclature M57 ;

Considérant que la collectivité a adopté la nomenclature M57 à compter du 1^{er} janvier 2022 ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération et à l'unanimité,

- **AUTORISE Monsieur le Maire à procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5 % du montant des dépenses réelles de chaque section, à compter du 1^{er} janvier 2023.**

POINT N°10 : REHABILITATION DE LA MAIRIE – VALIDATION DE L'AVANT PROJET

Monsieur le Maire rappelle que par délibération du 18 octobre 2021, un avant-projet sommaire avait été approuvé. Lors de la réunion « Toutes Commissions » du 25 avril 2023, le dossier d'avant-projet plus détaillé a été présenté par le cabinet KNL Architecture.

Le chiffrage se décompose comme suit :

	H.T.
- Travaux intérieurs (Réhabilitation du RDC de la Mairie)	506 000 €

Les travaux suivants sont chiffrés en option :

	H.T.
- Rénovation Toiture et façades Mairie	130 000 €
- Rénovation Toiture et façades Salle du CM	51 000 €
Total OPTIONS	181 000 €

Total général Travaux : 687 000 €

Total Honoraires (Maitrise d'œuvre + bureau d'études) 90 684 €

TOTAL GENERAL TRAVAUX + HONORAIRES = 777 684 € soit 933 220,80 € T.T.C.

M. le Maire propose de retenir également les travaux de rénovation de la toiture et des façades de la Mairie et du bâtiment attenant car toutes deux sont en mauvais état et que des fuites au niveau de la toiture sont à déplorer.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération et à l'unanimité,

- **DECIDE de retenir les options travaux en option concernant la rénovation de la toiture et des façades de la Mairie et du bâtiment attenant ;**

- **APPROUVE** l'avant-projet définitif susvisé pour un montant total de 777 684 € H.T. soit 933 220,80 € T.T.C ;
- **SOLLICITE** l'attribution de la DETR, de la DSIL, du Fonds Vert ainsi que du concours de la Collectivité Européenne d'Alsace, de la Région (CLIMAXION) et de la Communauté de Communes du Pays de Rouffach
- **AUTORISE** le Maire à déposer les dossiers de subvention auprès des différents organismes.
- **AUTORISE** le Maire à déposer le permis de construire correspondant
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à lancer l'appel public à la concurrence par procédure adaptée dès que le financement sera assuré ainsi que de signer et faire tout ce qui est utile et nécessaire à la réalisation de ces travaux.

POINT N°11 : DESIGNATION D'UN DELEGUE A L'OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAL

Monsieur le Maire indique que suite à la démission de Caroline SYDA du conseil municipal, il y a lieu de prévoir à son remplacement en tant que déléguée à l'office du tourisme intercommunal.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération et à l'unanimité,

- **DESIGNE** Mme Solange CARRET en tant que titulaire et Mme Corinne KAUFFMANN en tant que suppléante à l'Office de tourisme intercommunal.

POINT N°12 : DIVERS

- Les travaux de finition de l'enrobé rue du Maréchal Leclerc sont prévus du 25 mai au 2 juin. L'enrobé sera posée le 2 juin.
- La fête de l'école, organisée par l'association des Loustics est prévue le 30 juin prochain.
- M. le Maire fait le point sur les travaux de réfection du stade de foot.
- La journée citoyenne a remporté un franc succès. M. le Maire remercie tous ceux qui y ont participé.

La séance est levée à 20h50.